

Le budget—M. Hopkins

Monsieur le Président, je termine en remerciant le ministre d'avoir bien voulu poser une question à un député de l'arrière-ban, car il est fort rare que les membres du cabinet s'adressent à eux.

M. Deans: Ou même leur demandent leur avis.

M. Hopkins: En effet, monsieur le Président, le ministre m'a demandé mon opinion. Je suis tout à fait d'accord et je l'apprécie. Je l'encourage vivement à poursuivre ses efforts. Je n'hésiterai pas à lui apporter mon soutien. Je le répète, il faut adopter une solution qui donnera des résultats durables.

M. Penner: Monsieur le Président, je voudrais poser au député une question connexe. Je m'inquiète comme lui de la pénurie de fibres, qui, à un moment donné, a pris des proportions catastrophiques dans certaines régions du pays. Néanmoins, à la suite d'une sérieuse baisse des ventes de produits forestiers, la pénurie de fibres a cédé le pas devant le problème posé par la commercialisation des produits forestiers. Cette industrie dépend énormément du marché américain, un marché en perte de vitesse depuis quelque temps. Cela s'est traduit par un taux de chômage très élevé dans le secteur forestier au Canada.

Je voudrais savoir si le député a étudié d'autres marchés vers lesquels ce secteur pourrait se tourner et s'il pense que le gouvernement du Canada fait tout en son pouvoir pour aider l'industrie à trouver de nouveaux débouchés. S'il a réfléchi à la question, quels sont, à part les États-Unis, les marchés que l'industrie forestière pourrait sonder avec quelque chance de succès?

M. Hopkins: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Le député a remarqué qu'en raison du ralentissement dans le secteur forestier, la demande de produits forestiers, n'est plus aussi importante. Il n'y a donc plus de pénurie de fibres. Voilà ce qu'il a déclaré, si j'ai bien compris. Néanmoins, je trouve que c'est là une bien piètre façon de remédier à la pénurie de fibres. J'espère que nous pourrions présenter un programme qui, comme l'a dit le ministre de l'Environnement, continuera à favoriser notre industrie de la fibre de bois pour lui permettre de satisfaire à la demande, même quand l'économie se porte bien.

Quant au commerce, il est intéressant d'entendre le député poser cette question, parce que j'ai posée la même dernièrement, au comité des finances, au ministre de l'Industrie (M. Lumley) qui est également responsable du MEER. Il m'a signalé que son ministère, avant qu'il ne devienne lui-même ministre du Commerce, avait mené des activités au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde dans le but de trouver de nouveaux débouchés pour les produits du bois canadien. Il a parlé, je crois, d'un programme de promotion des ventes internationales mis sur pied dernièrement par le gouvernement de la Colombie-Britannique, de concert avec le gouvernement fédéral et l'industrie forestière de cette province, chacun assumant un tiers des frais. Ce programme est toujours en vigueur, je crois. Si l'industrie désire y participer, ce n'en est que plus avantageux pour le programme, parce que les entreprises tiennent à ce que l'on adopte une politique très agressive de recherche de débouchés pour leurs produits. Étant directement en

cause elles auront tendance à inciter les délégués commerciaux canadiens et les autres intéressés à faire encore davantage, ce qui est souhaitable, monsieur le Président.

● (1250)

Il faut à tout prix éviter à l'avenir de nous retrouver dans une situation semblable à celle où nous nous sommes trouvés dernièrement sur le marché américain, même si l'affaire est momentanément réglée. Comme l'a signalé le député, cela doit être pour nous un avertissement, la preuve que nous ne pouvons compter à tout jamais sur nos marchés traditionnels, mais qu'il nous faudra chercher de nouveaux débouchés. Nous avons manifestement intérêt à nous concentrer le plus possible sur le Moyen-Orient. Comme le député a soulevé la question et que d'autres ont semblé s'y intéresser également, il serait intéressant pour les députés de savoir exactement où en est le programme. Nous devons réévaluer nos programmes de vente, de temps à autre, pour nous assurer qu'ils marchent bien et donnent de bons résultats.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'attendais impatiemment le budget. Compte tenu des questions posées par des députés de notre parti et des réponses qu'ils ont obtenues, j'en étais arrivé à croire qu'il est tout à fait possible que le gouvernement libéral ait au moins commencé à comprendre les vrais problèmes du Canada. J'espérais que pour la première fois depuis que je suis à la Chambre, soit depuis trois ans, il reconnaîtrait que le chômage est un problème très grave et que la majorité des chômeurs ont de gros problèmes économiques qui risquent de les marquer à vie. J'avais espéré que le gouvernement allait s'attaquer en priorité à ce problème.

J'avoue que j'étais déçu le jour où le budget a été présenté. J'ai écouté attentivement le ministre faire son exposé budgétaire; en fait, j'avais les yeux rivés sur lui. J'ai attendu, comme bien des Canadiens, au moins deux millions voire davantage, le passage de l'exposé budgétaire où il aborderait leurs problèmes.

Une bonne partie de ces chômeurs ont travaillé dans des usines et dans des bureaux pendant 25, 30 ou 35 ans. Ils allaient au travail tous les jours et ils faisaient ce qu'on attendait d'eux. En échange de leur travail, ils recevaient une rémunération qui leur permettrait d'avoir un niveau de vie moyen et voire, il y a quelques années, d'acheter une maison et d'élever leur famille. Maintenant, ils sont au chômage à un âge où il est extrêmement difficile sinon impossible de trouver un autre emploi. Ils sont devenus chômeurs à un moment où ils se réjouissaient de se constituer une petite réserve pour la retraite et où, à cause du chômage, ils cessaient de verser leur quote-part à leur régime de pension. En fin de compte, leur pension sera moins élevée quand ils auront 65 ans ou quand ils auront atteint l'âge de la retraite prévu dans leur emploi. Il y a des personnes de 54 à 62 ans surtout qui comptent sur nous pour les aider à résoudre leurs problèmes.